

Que faire quand le Canada nomme des islamistes à la tête de la lutte contre l'islamophobie ?

écrit par Jacques Légaré | 27 novembre 2023



Sean Kilpatrick La Presse canadienne/Marie-France Coallier Le Devoir À gauche, la représentante spéciale du Canada dans la lutte contre l'islamophobie, Amira Elghawaby. À droite, la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques à la Ville de Montréal, Bochra Manaï.



Sean Kilpatrick La Presse canadienne/Marie-France Coallier Le Devoir À gauche, la représentante spéciale du Canada dans la lutte contre l'islamophobie, Amira Elghawaby. À droite, la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques à la Ville de Montréal, Bochra Manaï.

Je commenterai un article de Patrick Moreau, **professeur de littérature à Montréal, collaborateur de la revue *Argument* et essayiste**. Il a notamment publié *Ces mots qui pensent à notre place* (Liber, 2017) et *Pourquoi nos enfants sortent-ils de l'école ignorants ?* (Boréal, 2008).

Quand Bochra Manaï a été nommée commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques à la Ville de Montréal, [Valérie Plante](#) assurait les Montréalais qu'elle avait été sélectionnée au terme « d'un processus très rigoureux » qui était « garant de la qualité de la personne qui avait été choisie » et que cette dernière savait qu'elle servait désormais une « institution » et comprenait bien « son [nouveau] rôle ».

Beaucoup de Montréalais s'inquiétaient en effet du fait que la principale intéressée s'était surtout fait connaître comme porte-parole du Conseil national des musulmans canadiens et qu'à ce titre, elle avait publiquement pourfendu la loi 21 sur

la laïcité de l'État et le Québec tout entier, devenu, selon elle, « une référence pour les suprémacistes et les extrémistes du monde entier ». Pouvait-on vraiment penser que quelqu'un qui tenait quelques semaines plus tôt des propos aussi provocants et aussi peu objectifs (elle était allée jusqu'à associer la loi 21 aux attentats de Québec et de Christchurch, en Nouvelle-Zélande) allait se muer instantanément, par la magie d'une nomination, en commissaire impartiale ?

Le noeud du problème est là. On recrute des militants politiques pour en faire des fonctionnaires censés être objectifs et impartiaux et on s'étonne ensuite qu'ils soient demeurés avant toute chose... des militants.

La Ville de Montréal n'est évidemment pas le seul gouvernement à agir ainsi : pensez à la nomination récente d'Amira Elghawaby comme représentante spéciale du Canada dans la lutte contre l'islamophobie. Comme par hasard, elle aussi était proche du Conseil national des musulmans canadiens, pour lequel elle avait travaillé pendant cinq ans en tant que directrice des communications.

En la nommant à ce poste, [Justin Trudeau](#) croyait-il lui aussi qu'elle allait devenir une observatrice impartiale de l'islamophobie au pays ? Ce serait tout aussi improbable que de confier à un militant animaliste le mandat de statuer en toute objectivité sur le sort de cerfs de Longueuil !

[...]

Satisfaire ces différents lobbys est aussi pour nos gouvernements un moyen d'acheter la paix. Ils pensent, en intégrant certains de leurs leaders à l'appareil administratif ou en leur distribuant de généreuses subventions, désamorcer à moindre coût leurs critiques les plus virulentes. Le machiavélisme à la petite semaine des uns répond ainsi à l'entrisme des autres ; mais c'est un jeu où il y a un grand

perdant : le citoyen ordinaire, qui ne se reconnaît dans aucune « communauté » et n'a donné mandat de le représenter à aucun lobby.

Loin de favoriser l'« inclusivité », ce communautarisme identitaire qui carbure au clientélisme est en train de tuer tout souci du bien commun et tout sens du service public.

Pour lire les passages supprimés : <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/802447/point-de-vue-del-a-affaire-bochra-manai?>

Demander aux citoyens de bien accueillir les immigrants pour éviter la xénophobie ou demander aux immigrants de s'intégrer aux valeurs occidentales pour éviter le communautarisme et les conflits avec les Canadiens ?

On ne sait trop rien de cet agenda caché. Enfumage dans les yeux des Canadiens ou ouvrir les yeux des immigrants sur les réalités culturelles impératives des Canadiens ?

Il semble naturel que cet effort soit porté mutuellement, mais le multiculturalisme exige plus de tolérance des Canadiens qu'il n'impose d'exigence aux immigrants : surtout à l'égard du statut social des femmes. Il est surtout là le nœud gordien.

Pour régler le problème du vivre ensemble démocratique, il faut qu'il y ait un cadre (pays, constitution, une autorité publique). De cette banalité, il faut en déduire que cette autorité publique doit promouvoir une philosophie unificatrice et prédominante et exigeante à tous. En Occident, c'est la philosophie des Lumières, et celle-ci écarte toute religion de la sphère publique et la relaye dans les lieux de culte, le domaine privé, intime et dans les lieux de culte.

Hors de cette règle, que des querelles féodales et religieuses.

Pour régler donc ces vapeurs ou chaleurs intégristes et communautaristes, il n'y a pas de dialogue possible. Il n'y a que le pouvoir triomphant et même contraignant de l'État démocratique.

Par exemple, des cours d'Histoire des civilisations et des valeurs occidentales aux nouveaux arrivants et à leurs enfants, aux termes desquels ils recevraient leur droit de résident permanent et, enfin, leur statut de citoyen.

Le multiculturalisme, tel que défini si imprudemment, est un Far-West culturel où tout se vaut, comme si la culture occidentale était une sauce de tout et de n'importe quoi venant de partout. Elle a pourtant des principes et valeurs impératives. Les multiculturalistes Trudeau et autres pensent qu'ils s'imposeront d'eux-mêmes avec le temps aux immigrants. Les quartiers communautarisés, le voile, le refus de la laïcité démontrent l'échec canadien et britannique en cette matière.

Naguère, l'immigrant venait seul ou avec sa famille. Désormais, il vient souvent avec une organisation combattante derrière lui ou déjà présente, et qui va lui mettre le grappin dessus. La solution : tout immigrant doit apprendre ces mœurs et valeurs occidentales afin de les respecter. Plus encore, de les apprécier.

À Paris, un chauffeur de taxi d'origine magrébine (que je faisais causer à satiété) m'a dit cet été : « *Juge ou policier, ce n'est pas la place d'une femme* ».

Cet homme, bon gars traditionnel, aurait vraiment besoin de tels cours.

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/802447/point-de-vue-de-la-affaire-bochra-manai?>

Jacques Légaré